

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

CONGRES DU PS A METZ

Un socialisme sans les travailleurs

Au congrès du PS, les délégués ont eu droit à de nombreux discours alimentés par la lutte entre Mitterrand et Rocard. Quand aux problèmes des travailleurs, à leur lutte, ils furent les grands absents du congrès

Voir page 3

REUNION USINOR-SYNDICATS

La tactique du PDG Etchegaray

Démanteler, morceau par morceau

Chaque classe pleure les siens

UN homme est mort ce week-end... Non, nous ne voulons pas parler d'Hoveyda, l'ancien premier ministre du Shah et le chef de la sinistre Savak. Sur lui, tous les grands notables de la politique française, d'Edgar Faure à Mitterrand, en passant par Giscard, ont versé leur petite larme. Chaque classe pleure les siens. Non, l'homme dont nous voulons parler, il avait 22 ans, il vivait en Afrique du Sud et avait commis le crime d'être noir. Il a été pendu vendredi, au petit matin. Il était le 37e depuis le début de l'année. Sans la moindre preuve, il était accusé d'avoir participé à l'assassinat de deux blancs en 1977. En fait, ce que lui reprochait le régime blanc et raciste sud-africain, c'était la part qu'il avait prise dans les manifestations d'étudiants noirs de Soweto en 1976.

C'est pour cela qu'il a été pendu. Et au moment même où se produisait cet assassinat, en détachement précurseur de l'équipe sud-africaine de rugby qui devrait venir en France en octobre prochain, arrivait à Nice, l'équipe du Transvall, une région de l'Afrique du Sud. A Nice, rien d'étonnant, on sait que le régime sud-africain y compte un grand ami en la personne de Médecin, le maire. Ne financa-t-il pas, quand il était secrétaire d'Etat au tourisme, une de ces nombreuses revues que des capitaux occultes sud-africains avaient racheté en France pour tenter de « rehausser » l'image de marque de leur pays ?

Plusieurs pays africains ont déjà fait savoir au comité international olympique que cette tournée d'octobre des représentants de cet Etat fondé sur le racisme rendrait impossible leur participation aux jeux de Moscou à côté de la représentation du pays qui les a reçus, la France. Et qu'en conséquence, soit eux, soit la France, y seront absents.

Nous-mêmes, en France, devons tout faire pour empêcher que cette tournée ne se produise, ou du moins qu'elle ne se produise dans de bonnes conditions.

La tournée actuelle de l'équipe du Transvall est, à n'en pas douter, un test que fait le gouvernement français. Si elle se passe bien pour lui, alors il pourra confirmer la venue officielle des rugbymen sud-africains. La France sera le seul pays au monde, alors, à accueillir ces ambassadeurs de l'Etat raciste le plus sinistre qui soit.

C'est donc, dès maintenant, dès cette première tournée que tous les travailleurs, les démocrates, anti-racistes et progressistes doivent se mobiliser largement et prendre la parole pour dire « Non à la venue des Sud-africains en France ».

Serge FOREST

Le rassemblement du 6 à Dunkerque

Quelques dures questions

Voir pages 3 et 4

Le pays où est né et a lutté Arthur Chave, son Parti, lui rendent un dernier hommage



(Photo HR)

Voir page 5

De notre correspondant du Nord

A LA réunion « de synthèse », vendredi 6 avril, avec les organisations syndicales, le PDG d'Usinor, Etchegaray, a confirmé le licenciement de travailleurs dans le Nord et la Lorraine. Sans remettre en cause son plan de restructuration, Usinor a néanmoins décidé de l'étaler dans le temps.

Pour la Lorraine, il a été confirmé l'arrêt de la phase liquide à la Chiers-Longwy, tandis que la liquidation du train à feuillard est reportée au mois de juillet 1980.

A Usinor-Longwy où 3 900 emplois doivent être supprimés, le dossier sera réexaminé dans six semaines en raison des tractations menées avec le groupe belge Cockerill de Rehon, en vue de parvenir à un rapprochement. Quoi qu'il en soit, 1 200 premiers licenciements interviendront dans cette entreprise d'ici la fin de l'année.

Pour le Nord, Etchegaray a confirmé la fermeture de la Chiers à Anzin (360 licenciements) et d'Usinor-Trith-Saint-Léger (550 licenciements). Pour Denain, la nouveauté, c'est le report d'un an (jusqu'en juillet 1980) de l'interruption de la phase liquide.

Les échéances se présentent de la manière suivante : 26 août 1979, arrêt de l'agglomération, des fours à chaux, de la fonderie de lingotières. 1er décembre 1979, arrêt du HF 3, relayé par le HF 5, haut fourneau de capacité moindre. 1er janvier 1980, arrêt du four Martin. 1er août 1980, arrêt du HF 5, fermeture totale de Denain. Il s'agit, en fait, du démantèlement complet, morceau par morceau, de la grande entreprise de Denain. Sur le fond donc, rien n'a changé.

Mais si la direction s'accorde un répit, c'est pour deux raisons essentielles. D'une part, la con-

currence faisant rage, combler la perte de production de Denain par une productivité plus forte à Dunkerque, cela exige des mesures. La direction d'Usinor se donne une année supplémentaire pour parvenir à une réelle intensification du travail à Dunkerque. D'autre part, Usinor souhaite casser la mobilisation des sidérurgistes en paralysant leur combativité, en dressant les travailleurs des différents secteurs de l'usine les uns contre les autres, en isolant à chaque fois les sidérurgistes des secteurs menacés pour mieux les réduire au silence.

Bref, ces mesures de report des échéances constituent une vaste tentative de division des sidérurgistes. Cette tactique patronale n'est d'ailleurs pas inconnue des sidérurgistes puisqu'Usinor l'avait déjà pratiquée lors de la liquidation de l'entreprise de Louvroil qui fut démantelée morceau par morceau.

De fait, à Denain, 3 800 travailleurs seront licenciés d'ici la fin de l'année et 1 500 autres entre janvier et août 1980. Non, quoi qu'en dise FO, ce n'est pas « un recul positif d'Usinor ». Etchegaray a déclaré que ces « concessions importantes permettront de ramener le calme ». Le but n'est-il pas évident ? Dans un communiqué, la CGT de l'entreprise déclare : « Le syndicat CGT d'Usinor-Denain a été informé de la décision de la direction générale. En aucun cas, cette décision ne peut être acceptée par les travailleurs puisque l'objectif de faire disparaître la production de fonte et d'acier à Denain est maintenue d'ici les congés payés de 1980 et, déjà, dans un premier temps, 3 800 salariés seraient privés de leur emploi aux congés de 1979. En conséquence, la CGT appellera les salariés à poursuivre et à développer l'action ».

Rémi DAINVILLE

Dans la rubrique
« Mensonges et contre-vérités »

Pourquoi Hanoï annonce la fuite de Pol Pot en Thaïlande ?

A LA fin de la semaine dernière, Hanoï annonçait une nouvelle (fracassante comme d'habitude) : le PC (poste de commandement) de la résistance cambodgienne, situé à une vingtaine de kilomètres de la frontière khméro-thaïlandaise, serait tombé et Pol Pot, dirigeant du gouvernement légal et de la résistance, se serait réfugié en Thaïlande.

Nouvelle rapidement démentie officiellement par le gouvernement thaïlandais.

Que Hanoï ne soit pas à un mensonge près n'est pas nouveau, l'important est de comprendre pourquoi ce mensonge.

Il est malheureusement tout à fait possible que la résistance cambodgienne à l'invasion vietnamienne connaisse jusqu'à l'arrivée de la saison des pluies (d'ici un bon mois) des difficultés supplémentaires. En effet, les dirigeants vietnamiens, soutenus à fond par Moscou, ont envoyé trois divisions supplémentaires à l'ouest du Cambodge, dans le but inavoué d'anéantir la résistance avant l'arrivée des pluies. Artillerie lourde et blindés amphibies ont été amenés gracieusement par avions et navires soviétiques.

ISOLER LA RÉSISTANCE

L'enjeu est de taille pour Hanoï : couper la résistance de tout contact extérieur par la Thaïlande et empêcher l'arrivée de l'aide chinoise ; à l'intérieur du pays, contrôler les riches rizières de l'ouest pour s'assurer le riz de la prochaine récolte, qui, jusqu'ici, leur a échappé et est venu grossir les réserves des partisans.

En y mettant le paquet, comme c'est le cas, Hanoï risque donc de porter quelques coups à la résistance avant l'arrivée des pluies. Mais pourquoi inventer ce mensonge de la fuite de Pol Pot en Thaïlande.

LE « DROIT DE POURSUITE »

Notons d'abord que les partisans, où qu'ils soient, n'ont pas pour habitude de se cantonner dans un seul endroit : la mobilité est l'un de leurs points forts. Et les agresseurs vietnamiens n'ont pas pris « le PC de Pol Pot » comme ils disent si triomphalement ; il est connu de tous les observateurs étrangers dans la région que la résistance bénéficie de plusieurs bases

d'appui et zones de repli dans l'ouest du pays.

En annonçant triomphalement cette « victoire » et la « fuite » de Pol Pot, Hanoï poursuit plusieurs objectifs : à l'intérieur, il s'agit de démoraliser les partisans ; mais surtout il s'agit, en accusant la Thaïlande d'héberger le dirigeant de la résistance cambodgienne, de justifier a priori une attaque à l'intérieur des frontières thaïlandaises, au nom du fameux « droit de poursuite ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Hanoï accuse la Thaïlande d'être trop sympathique pour les maquis dirigés par Pol Pot. A quand une opération vietnamienne contre la Thaïlande pour soi-disant nettoyer les régions-frontières « des débris de l'armée de Pol Pot » ?

Autre intérêt pour Hanoï : en affirmant que Pol Pot, qui représente le gouvernement légal du Kampuchéa démocratique, est en fuite à l'étranger, ne lui enlève-t-on pas justement de son caractère légitime ?

Jusqu'ici, très peu de pays ont reconnu le gouvernement fantôme installé à Phnom-Penh par les chars vietnamiens et le gouvernement dirigé par Pol Pot conserve toutes ses prérogatives dans les instances internationales comme l'ONU et le mouvement des non-alignés. De quoi faire rager Hanoï et lui faire raconter n'importe quoi pour gagner quelques reconnaissances diplomatiques supplémentaires.

Mais la résistance cambodgienne ne tombe pas dans le piège de l'encerclement. En témoignent les combats très violents qui opposent guérilleros et occupants vietnamiens pour le contrôle de la ville-frontière de Poipet, en bordure de la Thaïlande.

Clayton LIRIA

Appel au boycott des Jeux olympiques de Moscou

Pour la constitution d'un Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou (COBOM)

Communiqué

LES prochains Jeux olympiques doivent avoir lieu à Moscou en 1980. Comme à Berlin en 1936, comme la coupe Davis dans le Chili de Pinochet, comme le « Mundial » dans l'Argentine de Videla, comme les championnats d'Europe à Prague dans une Tchécoslovaquie toujours occupée, une fois de plus une grande compétition sportive internationale va masquer l'oppression de millions de gens dans le pays qui l'organise et permettre au régime de renforcer son image de marque à l'échelle internationale.

Pour tous les Etats, le sport est devenu une politique.

Les Jeux olympiques d'hiver de Lake Placid, aux Etats-Unis, se dérouleront dans une future prison et serviront de paravent à la soi-disant politique des droits de l'homme de Carter qui ne fait que poursuivre la politique impérialiste de ses prédécesseurs et le soutien aux dictatures fascistes, notamment en Amérique latine.

De même, les dirigeants de l'URSS comptent bien se servir des Jeux olympiques. Rappelons quelques-uns de leurs titres de gloire :

- Négation des droits démocratiques les plus élémentaires (liberté d'opinion, d'expression, d'organisation...);

- Répression des opposants ouvriers et intellectuels qui sont réduits au chômage et privés de logement, quand ils ne sont pas emprisonnés ou condamnés aux travaux forcés ;

- Utilisation de la psychiatrie pour briser toute résistance des opposants qu'on déclare atteints de « délire réformateur » et qu'on enferme dans des asiles ;

- Oppression des minorités nationales et antisémitisme d'Etat qui pousse un nombre croissant de juifs Soviétiques à émigrer.

C'est pourquoi nous jugeons inacceptable que les Jeux Olympiques aient lieu à Moscou.

Il n'y aura pas de « trêve olympique » pour les syndicalistes emprisonnés, les opposants baillonnés, les artistes interdits. Au contraire, comme en Argentine, la bonne tenue de la compétition implique une répression plus dure encore des opposants : les dirigeants soviétiques feront taire, de gré ou de force, tous ceux dont l'action compromettrait les bénéfices politiques qu'ils comptent retirer de cette compétition.

Le prétendu « rassemblement fraternel de la jeunesse » se tiendra sous la protection des forces spéciales de sécurité, ce qui transformera l'enceinte olympique en camp retranché où les journalistes, les touristes, les sportifs et les accompagnateurs seront sévèrement contrôlés et surveillés.

D'ores et déjà, les investissements financiers sont à la mesure des espérances des dirigeants soviétiques. Cette opération de prestige, évaluée actuellement à 7 milliards de francs, se fera au détriment d'une amélioration des conditions de logements et de transport

et au profit des multinationales participant à la tenue des Jeux.

La préparation des Jeux donne lieu dès maintenant à une vaste mobilisation chauvine des esprits : il s'agit d'instaurer un climat d'adhésion aux objectifs du régime en place, qui fera du nombre de médailles obtenues l'indice de la réussite de son système politique.

De même que nous avons dénoncé la dictature de Videla lors de la coupe du monde de football en Argentine, nous dénonçons les atteintes aux libertés dans quelque pays que ce soit ; nous nous réclamons de la lutte pour l'émancipation des travailleurs et nous refusons aux dirigeants soviétiques le droit de se réclamer du socialisme pour mieux camoufler leurs agissements.

Nous réclamons et souhaitons que l'ensemble des organisations ouvrières, démocratiques et humanitaires réclament :

- Le rétablissement des droits démocratiques (liberté d'opinion, d'expression et d'association) ;

- L'indépendance des organisations ouvrières (syndicales et politiques) vis-à-vis de l'Etat (droit à l'existence notamment du Syndicat libre de Klebanov et du Syndicat indépendant de Borissov) ;

- La reconnaissance du droit de grève ;

- La libération de tous les emprisonnés pour délit d'opinion et des travailleurs condamnés pour « sabotage économique », terme qui recouvre souvent

en fait la grève ou d'autres formes de résistance aux conditions de travail ;

- La suppression des camps de concentration et de travail ;

- L'abolition de la psychiatrie comme méthode de répression et de normalisation des opposants ;

- Le droit des minorités nationales à l'autodétermination ;

- Le droit de libre circulation en URSS et à l'étranger pour tous les citoyens soviétiques ;

- Le retrait des troupes du Pacte de Varsovie des pays occupés (Tchécoslovaquie) ;

- L'arrêt immédiat de l'intervention militaire de l'URSS dans les pays du tiers monde comme l'Erythrée.

Pour contraindre les dirigeants soviétiques à satisfaire ces revendications, nous appelons au boycott des Jeux olympiques de Moscou.

Nous dénonçons ainsi l'hypocrisie du gouvernement soviétique qui prétend respecter les accords d'Helsinki alors qu'il persécute systématiquement les militants qui luttent pour les droits de l'homme et les libertés démocratiques.

Nous exigeons donc que le gouvernement soviétique cesse immédiatement ses mesures répressives à l'encontre des militants des divers comités de surveillance et d'application des accords d'Helsinki.

COBOM : 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

100 000 manifestants à Hanovre contre le programme nucléaire



100 000 personnes ont manifesté samedi 31 mars à Hanovre (Allemagne) contre le programme nucléaire du gouvernement et, en particulier, contre le projet d'installation d'un dépôt de déchets

atomiques à Gorleben. C'est la plus grosse exploitation jamais vue en Allemagne contre le nucléaire. Des paysans sont venus pour protester contre les menaces d'expropriation, des dé-

légations syndicales d'entreprises étaient aussi présentes.

La catastrophe de Harrisburg aux USA avait sans aucun doute contribué à accroître la sensibilisation

de l'opinion publique aux dangers du nucléaire et à la nécessité de garantir avant tout la sécurité des gens.

DANS L'ACTUALITE

Congrès de Metz

Un socialisme sans les travailleurs !

LE congrès du PS s'est terminé dimanche. Il a tranché dans un débat qui depuis un an oppose principalement Mitterrand et Rocard. Mitterrand l'a finalement emporté par 47 % des mandats. Bien que minoritaire, il va constituer une direction avec ses seuls partisans, se réservant d'y associer le CERES, si celui-ci accepte de faire des concessions sur l'Europe.

Rocard et Mauroy, qui faisaient partie de la majorité sortante, se retrouvent dans l'opposition. La lutte entre eux et Mitterrand va donc se poursuivre au cours des mois et des années à venir, chacun ayant en point de mire les présidentielles de 1981. La ligne de Mitterrand qui a triomphé est axée autour de l'union avec le PCF. En défendant cette ligne, sans doute Mitterrand a-t-il tenu compte des illusions qui persistent encore chez beaucoup de travailleurs sur l'Union de la gauche. Sans doute aussi espère-t-il que les dirigeants du PCF de gré ou de force se rallieront au candidat socialiste lors du second tour des élections présidentielles de 1981.

Quoi qu'il en soit, ce congrès du PS était bien loin des préoccupations des travailleurs. C'est d'ailleurs l'impression principale qui en ressort. Parmi les congressistes, il n'y avait pratiquement pas d'ouvriers. Quant à la lutte contre les licenciements, la vie chère, etc., elle fut aussi absente de discours des notables grands et petits qui se sont succédés à la tribune du congrès.

Le congrès du PS s'est

tenu à Metz en Lorraine, une région particulièrement touchée par les licenciements. Autant le choix de la Lorraine paraît judicieux en ce moment pour y tenir le congrès d'un parti qui dit défendre les travailleurs, autant les problèmes et les luttes de ces mêmes travailleurs furent évacués, ignorés par les dirigeants socialistes.

De ce point de vue, le bilan d'activité du PS par Mauroy vendredi matin fut édifiant. Ce bilan portait

sur les deux dernières années. Il se réduisit à constater les progrès électoraux qu'avait fait le PS et que celui-ci était devenu le premier parti de France, électoralement parlant, bien entendu.

Nulle référence dans ce discours à la lutte de la classe ouvrière contre les licenciements, nulle trace de l'action des militants socialistes dans ces luttes, rien que de la cuisine électorale. Le discours de Mauroy reflète bien le peu de cas que les dirigeants du PS font de la classe ouvrière et des travailleurs qui ne sont pour eux que des pourvoyeurs de voix les jours d'élection.

LE DUEL MITTERRAND-ROCARD

L'après-midi, Mitterrand ouvrit les débats. Pendant une heure et demie, il défendit l'union avec le PCF, la rupture avec le capitalisme, la satisfaction des revendications importantes des travailleurs dans les trois mois qui suivront la venue de la gauche au pouvoir. La ligne du congrès d'Épinay et du programme commun. Durant son discours, il prit pour cible Rocard et ses thèses de recentrage de l'Union de la gauche, de rigueur économique. Utilisant un langage aux accents marxistes, Mitterrand parla de « société de classe », de « nos ennemis politiques de classe », de « dictature de classe ». Il s'affirma partisan du « socialisme historique ». Il dit que « Marx, le marxisme était l'une des sources, peut-être la plus profonde qui ont fait que le socialisme est devenu ce large fleuve qui nous porte aujourd'hui ». Un discours que son auteur voulait certainement d'un haut niveau intellectuel et de ton mais qui fut surtout plein d'enflure. Mitterrand parla donc aussi de Jaurès et de Blum pour combattre les thèses de Rocard. Un comble quand on sait comme le lui rappelle Martinet (tendance Rocard) que Blum n'avait d'autre ambition que d'être un gérant loyal du capitalisme.

Visiblement, Mitterrand se prend pour le Jaurès ou le Blum de notre époque. Pour ne pas être en reste de références littéraires, il en appela même à La Fontaine. Mitterrand avait gagné, il le savait, aussi pensa-t-il en homme qui planait haut au-dessus des combattants, en prêtre du socialisme moderne.

Ce même vendredi, Ro-

card lui succéda peu de temps après. Le combat était engagé. Se défendant de trahir la ligne d'Épinay, Rocard plaida pour la rigueur économique. Il remit en cause la conception du plan préconisé par le programme commun. Il veut bien un plan mais pas trop rigide. Il dit qu'il valait mieux stimuler les comportements économiques plutôt que de les imposer. Il défendit le rôle régulateur du marché et dénonça les tabous qui existent au PS à ce sujet. En ce qui concerne la gauche, Rocard estime qu'« elle devra prendre d'autres formes, s'appuyer sur d'autres rapports de force, non seulement sur le plan électoral, mais sur le terrain social, dans les entreprises et les cités ». Rocard met donc en cause l'alliance privilégiée du PS avec le PC. Son dada, outre la rigueur économique (Rocard était opposé en mars 1978 au SMIC à 2 400 F et préconisait 2 000 F) c'est la décentralisation des pouvoirs. Il fut d'ailleurs attaqué sur ce thème par Chevènement du CERES qui l'accusa de tendances libertaires. On n'a pas peur des mots au CERES.

Tout le reste du congrès fut une interminable polémique entre partisans de Mitterrand, les plus nombreux, et de Rocard. Il mit aux prises des chefs de second rang du PS. Le plus en vue fut Laurent Fabius, le poulain de Mitterrand, qui piaffait d'impatience de monter en ligne contre Rocard. Si son maître a le sens de l'enflure de la phrase, Fabius a, lui, à un degré extrême celui de la formule percutante mais creuse, qui lui permit néanmoins d'arracher à la salle de nombreux applaudissements.

LES DISCUSSIONS SE PASSENT EN COULISSES

Les 1 220 délégués eurent donc droit à plus de dix heures de discours. Mais les décisions furent prises en coulisses. Toute la nuit de samedi à dimanche fut consacrée aux négociations entre les chefs du PS. Mitterrand, assuré de triompher, choisit de gouverner seul, envisageant d'associer le CERES à la direction, si celui-ci dont l'orientation ne diffère en rien de celle du PCF, accepte d'être conciliant sur l'Europe (comme le PCF, le CERES dénonce l'Europe germano-américaine). Des tractations furent engagées pour cela entre dirigeants des deux tendances. Les congressistes apprécieraient peu d'ailleurs ce genre de tractations en coulisse et dans leur dos. Ils apprécieraient peu également le ralliement de la tendance Defferre à celle de Mitterrand. La magouille était un peu grosse. Les grands discours devant le congrès et les décisions en coulisses, c'est ça la démocratie au PS.

Henri MAZERAU

Le rassemblement du 6 à Dunkerque

Quelques dures questions

LICENCIEMENTS reportés de quelques mois pour environ 2 200 sidérurgistes, répartis entre le Nord et la Lorraine : tel est le bilan de la « synthèse » des discussions entre le PDG d'Usinor, Etchegaray, et les syndicats. Bilan mince s'il en est, destiné entre autres à introduire quelques divisions de plus dans le front des travailleurs de la sidérurgie.

Le même jour avait lieu à Dunkerque ce que bien des militants, CFDT ou CGT, que bien des sidérurgistes souhaitaient depuis le début, depuis l'annonce même de la vague de licenciements : une rencontre regroupant ceux de tous les bassins, de Lorraine comme du Nord, pour caractériser et stimuler l'unité de tous et donner une impulsion supplémentaire pour que Dunkerque en particulier entre dans la lutte massivement.

Cela fait plusieurs mois qu'une telle rencontre était opportune bien sûr, et possible aussi : bien d'autres déplacements, de plus grande importance, n'avaient guère posé de problèmes.

Plusieurs mois perdus, avec une fermeté maintenue du patronat et du gouvernement et une division accentuée entre les grandes centrales syndicales, spécialement marquée à l'occasion de la marche sur Paris le 23 mars.

Pourtant les conditions n'étaient pas si mauvaises pour réaliser un tel rassemblement et en faire une importante étape dans le développement de l'unité et de la lutte des sidérurgistes.

UN RASSEMBLEMENT QUI AURAIT PU ETRE RÉUSSI

En effet, une grève des travailleurs du parc à brames d'Usinor-Dunkerque commençait à entraver notablement la production. La direction procédait au lock-out de plusieurs usines, lock-out transformé aussitôt par certains d'entre eux en grève (comme au HF 4). La production d'Usinor-Mardveik se trouvait également menacée.

Une situation du même ordre prévalait ces derniers jours à Fos.

À Dunkerque précisément, un rassemblement qui aurait amené en masse des sidérurgistes de Longwy et de Denain, et des autres usines sidérurgiques tant Usinor que de Sacilor-Sollac aurait pu être un solide encouragement à ceux de Dunkerque, le tremplin souhaité pour un nouveau développement de la lutte, là où elle peut porter les coups les plus forts aux profits des barons de l'acier : comme à Dunkerque justement.

Mais au lieu de cela, que s'est-il passé ?

En Lorraine et dans le Nord, les dirigeants cégétistes limitaient des déplacements à l'envoi de bien maigres délégations : ils avaient en outre prévu les actions et les meetings sur le terrain (à Denain et Longwy).

Et à Dunkerque, la fédération de la métallurgie CFDT dirigée par Chereque brisait la section CFDT d'Usinor en suspendant son conseil syndical et en le remplaçant par un « collectif » dont le porte-parole se fit huer et siffler au rassemblement, et subit le dur emmouffet de chanter seul l'Internationale sans que nul ne la reprenne avec lui. Rassemblement il y eut tout de même, mais ainsi « préparé », il ne regroupa guère plus de 2 000 personnes, à distance respectable de la grande entrée d'Usinor, sans manifestation prévue.

Las d'entendre des discours, le meeting s'effilo-chait dans l'après-midi, de nombreux travailleurs préférant aller discuter entre eux aux alentours, ou simplement au fond de la salle ou dans l'entrée du Palais du Littoral...

QUELQUES QUESTIONS

Après de tels faits, on peut se demander à bon droit si les hommes qui dirigent les confédérations

(Suite page 4)

Ils ont dit ou écrit

Ils ont dit ou écrit :
« Que la France ne commette pas la faute d'arriver la Chine, oubliant que l'axe de sa sécurité et de la paix européenne passe par Moscou » (Mitterrand motion A). Mitterrand ne le cède en rien à Giscard en ce qui concerne le plat-ventre devant l'URSS.

Sur le thème du marché et du rationnement :
« Pour mettre des produits ou des services à la disposition du public, il n'y a que deux procédés : le marché ou le rationnement ». (Rocard)

« On nous dit : entre le rationnement et le marché, il n'y a rien. Nous répondons : si, il y a le socialisme » (Fabius).

« Qu'est-ce que le marché sinon le rationnement » (Attali).

Comme on le voit, les économistes du PS s'en sont donnés à cœur joie.

Le CERES et l'Europe

« ... La France qui saurait ne pas s'enfermer dans le cadre étroit de l'Europe américaine... » (Chevènement, CERES).

« Non l'Europe allemande n'est pas un mot d'ordre socialiste » (Fourmier, CERES).

Certainement ce n'est pas un mot d'ordre socialiste. Mais le mot d'ordre du CERES ressemble comme un petit frère à celui du PCF.

Mitterrand, le style

« Mais maintenant, 1979, 1980, nous nous sommes retrouvés ! Avant nous, socialistes, combien d'autres se sont retrouvés par pensée et par le sacrifice, les cohortes sorties du christianisme, le prolétariat inspiré par tous les théoriciens de la pensée socialiste, la longue marche des foules souffrantes, le combat, les luttes parfois victorieuses... » (Mitterrand). Il aurait dû le dire en alexandrins.

AMOCO CADIZ

Poursuite contre des opposants à la marée noire

OU en sont les poursuites contre les sociétés pétrolières ? On l'ignore. Par contre l'un des deux militants marxistes-léninistes qui diffusaient un tract aux soldats nettoyant les plages mazoutées, leur confirmant leur solidarité et dénonçant le scandale de l'impunité des compagnies pétrolières, notamment de la Shell, a été condamné à 500 F d'amende, l'autre à être relaxé.



POLITIQUE ET SOCIAL

A propos de la réduction du temps de travail

Maire, Chérèque et la lutte pour l'emploi

NOUS avons vu hier que parler de réduire les horaires de travail pour permettre la création d'emploi partait d'une profonde illusion économique, car il n'y a pas dans notre société de charge globale de travail à se partager. Au contraire la réduction d'horaire s'attaque aux profits déjà menacés par la crise et ce n'est qu'en période de croissance économique forte que les patrons embauchent massivement.

Pourtant la CFDT vient de lancer une campagne sur la réduction du temps de travail, en soulignant le lien important pour elle entre réduction d'horaire et création d'emplois. Pourquoi est-ce devenue le centre de ses préoccupations ? La revendication prioritaire ?

Si le conseil national de la CFDT vient de mettre comme priorité à son action syndicale la réduction du temps de travail vers les 35 heures, ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un hasard non plus si elle fait le lien avec la création d'emploi.

UNE REVENDICATION DÉLAISSÉE

Depuis des années, les travailleurs aspirent à la réduction des horaires de travail. La lutte pour les 40 h (et l'horaire moyen en France est encore de 41 h !) ne date pas d'aujourd'hui. Mais elle se posait autrement : « Travailler moins pour vivre mieux » et « Travailler moins avec le même salaire ».

À ce moment-là, la CFDT, n'en a jamais fait une revendication prioritaire. Le retour aux 40 h restait un vague souhait et la priorité de l'action syndicale était l'augmentation des salaires, « augmenter le pouvoir d'achat ».

PARTICIPER A LA GESTION

Alors, qu'est-ce qui a changé ? Le nombre des chômeurs qui s'est terriblement accru, bien sûr. Mais surtout une nouvelle analyse de la direction de la CFDT, après l'échec de la gauche aux législatives, sur le rôle d'un syndicat.

Quand Chérèque dit à Boulin : « Si nous ne sommes pas capables de présenter un plan de reconversion qui maîtrise la mutation industrielle... » quand il dit : « Nos gens sont prêts à se rallier à un plan d'industrialisation valable, à un plan de conversion, à condition qu'il soit sérieux... » à propos de la sidérurgie et quand Jeannette Laot souligne « l'importance du lien à faire entre réduction d'horaire et création d'emploi » c'est la même logique. Celle qui prétend qu'un des « objectifs syndicaux

est d'acquiescer une influence sur les gains de productivité » ! (comme le dit un document de la CFDT). C'est-à-dire dans les faits, prendre part à la gestion de la crise et donner à l'action syndicale un objectif économique de transformation sociale. C'est pourquoi elle s'engage à fond dans la discussion des plans de restructuration.

UNE DIVERSION SUR L'EMPLOI

L'objectif de Maire, tel du moins qu'il l'a exposé à la table ronde européenne sur le temps de travail, serait de faire baisser le chômage, ou plutôt, de l'empêcher de croître car il prévoit encore de nombreuses restructurations.

Mais alors, pourquoi ne pas lancer une campagne directement sur l'emploi : « Non aux licenciements, du travail pour tous » ?

N'est-ce pas faire diversion et semer le trouble ? On licencie dans la sidérurgie et Chérèque dit : « Créons une cinquième équipe et réduisons les horaires ». Maire dit de son côté : « Là où on ne licencie pas, demandons la réduction d'horaire pour empêcher de licencier ». Tout semble se passer comme si on ne pouvait pas lutter directement pour l'emploi.

Quand on a vu que la réduction d'horaire n'amenait pas directement la création d'emplois, on peut être très inquiet sur la volonté réelle de la direction confédérale de s'opposer aux plans de restructuration. Une inquiétude que renforce l'attitude de la fédération CFDT métallurgie par rapport à la section CFDT d'Usinor-Dunkerque. Voilà le point le plus important que soulève cette campagne de la CFDT. Ce n'est pas le seul, nous reviendrons demain sur les autres : réduction d'horaire payée ou pas, et réduction annuelle ou hebdomadaire. Claire MASSON, A suivre

Le rassemblement du 6 à Dunkerque

Quelques dures questions

(Suite de la page 3)

syndicales s'efforcent bien comme ils le prétendent, de mener la bataille engagée par les sidérurgistes, par la classe ouvrière, à la victoire.

Une condition de la victoire est bien qu'entrent en lutte les unités comme Dunkerque ou Fos, où les barons de l'acier comptent réaliser à l'avenir l'essentiel de la production et de leurs profits (et en réalisent déjà une bonne part) ; que s'unissent les travailleurs de ces usines à ceux des usines menacées de fermeture... Bien des syndicalistes, bien des travailleurs en sont évidemment conscients.

Pourquoi donc la proposition d'un rassemblement des sidérurgistes à Dunkerque dont des militants à Dunkerque ou à Denain, nous ont parlé dès le début du mois de janvier, a-t-elle été sans cesse reportée, au profit de manifestations certes massives mais où les sidérurgistes restaient bien loin les uns des autres (même le 23 à Paris) ?

Et pourquoi donc, quand une date est pour finir fixée s'évertue-t-on à réduire au maximum l'ampleur

et la portée du rassemblement ?

A qui Chérèque espère-t-il faire croire, comme il l'affirme encore, que la suspension du Conseil syndical de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, à quelques jours de ce rassemblement, n'a de causes que financières ? En tout cas, les effets sont eux directement politiques par un affaiblissement certain de la lutte !

Les travailleurs savent bien que que l'organisation syndicale est irremplaçable, indispensable, pour mener la lutte contre l'ennemi de classe, contre les exploités. Mais il est bien clair qu'il faut y mener la lutte pour qu'elle ait une orientation conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Une telle orientation est nécessaire pour remporter des succès, dans la lutte et dans l'unité de classe. Qu'une telle orientation manque aujourd'hui, c'est sans doute ce qu'expriment des syndicalistes lorsqu'ils disent : « La volonté de lutte y est ; la solidarité y est aussi, mais ce qui manque, c'est une direction ».

Gilles CARPENTIER

Avec le Parti



JOURNEES DE SOLIDARITE A DUNKERQUE, DENAIN ET FAMECK

Les 29, 30 avril et 13 mai

Communiqué du secrétariat du CPR de Provence

Le comité de région Provence a dernièrement discuté de la façon d'amplifier le soutien aux sidérurgistes, de le concrétiser et le lier aux réalités du chômage dans la région. L'objectif final est de faire signer dans chaque entreprise, dans chaque bureau où sont les militants et sympathisants du parti, une « motion de solidarité aux travailleurs de la navale et de la sidérurgie ».

A partir des discussions que nous aurons avec les travailleurs nous constituerons des délégations qui porteront ces motions aux syndicats de la navale (Mar-

seille-la Ciotat) et qui monteront dans le Nord apporter leur soutien aux sidérurgistes à l'occasion du meeting du 13 mai.

Que chaque camarade grâce à cette motion intéresse ses camarades de travail aux combats de ceux de Denain, que nous tissions les premiers liens entre les victimes des licenciements du Nord de la France et de Provence, c'est là une modeste contribution, à la portée de chacun, pour s'engager sur la voie difficile de la lutte et de la solidarité.

Secrétariat CPR Provence

Appel du Parti communiste marxiste-léniniste à soutenir la motion de solidarité aux travailleurs en lutte contre les licenciements et le chômage

Longwy, Denain, la réparation navale, la Ciotat... des villes et des entreprises qui signifient licenciements, chômage.

Des situations qui vont développer la misère chez des dizaines de milliers de travailleurs.

Pour sauver leurs profits, pour remplir encore plus leurs coffres, le patronat et Giscard-Barre veulent écraser la classe ouvrière.

Qui peut promettre que la situation de la Ciotat ne sera pas demain la même dans une autre ville, une autre grande entreprise ?

Aucun travailleur n'est désormais à l'abri du drame du chômage. C'est un grave danger.

Mais il existe une voie et une seule voie pour s'opposer à ces projets criminels : c'est la voie difficile de la lutte et de la solidarité.

Réfléchissons : si les millions et les millions de travailleurs, hommes, femmes, Français et immigrés, jeunes ou proches de la retraite, travailleurs des campagnes, étudiants, lycéens, intellectuels décident que, l'unité faisant la force, ils vont se soutenir les uns les autres dans les luttes à venir ou pour la réintégration des licenciés : que feront Giscard-Barre ? Ils reculeront !!

C'est pour développer ce mouvement que le Parti communiste marxiste-léniniste vous appelle à soutenir cette motion de solidarité.

Cela sera pour les milliers de travailleurs en lutte un grand encouragement et une preuve qu'ils ne sont pas isolés.

Ce que n'a pas fait le Parlement et ses politiciens, nous le faisons dans nos usines : nous signons la censure contre Giscard-Barre.

La motion sera portée par des délégations de travailleurs, aux ouvriers et aux syndicats de la sidérurgie et de la Navale.

Motion de solidarité aux travailleurs de la sidérurgie et de la Navale

Nous, signataires de cette motion, affirmons notre solidarité avec la lutte des travailleurs de la Navale et de la sidérurgie.

Nous défendons dans l'unité le droit au travail pour tous et le droit de vivre au pays, contre tout licenciement, contre le chômage, pour la réintégration des licenciés.

Encouragements. Fraternellement. Un lecteur.

Courrier des lecteurs

Garantie de réembauche des soldats à la fin du service !

Chers camarades,

J'ai trouvé très positif l'appel aux différentes journées que le Parti organise fin avril et début mai.

Mais il me semble qu'un oubli important s'y est glissé : la lutte pour la garantie de réembauche des soldats à la fin du service. Cette lutte ne devrait-elle pas faire partie intégrante de la campagne « Du travail pour tous » que mène le Parti ? Cet axe ne doit-il pas apparaître dans l'appel et être pris en compte aux rassemblements des 29 et 30 avril et de celui du mois de mai ?

De très nombreux soldats étaient déjà, de fait, licenciés à leur retour du service. Avec le développement de la crise, cela ne fait que se développer et sans aucun doute, les soldats de l'Est et du Nord — pour ne parler que d'eux — vont se retrouver sur le carreau, dans leur très grande majorité, à la fin de leur douze mois.

Prendre en compte l'exigence des soldats de retrouver du boulot est donc très important et cela d'autant plus qu'elle permettra d'œuvrer sur le terrain, dans les faits à l'unité soldats-travailleurs, à la solidarité de classe entre travailleurs « civils » et travailleurs sous les drapeaux... Cette unité qui est indispensable aujourd'hui face à la crise, face à toutes les manœuvres anti-populaires de Giscard-Barre et de la bourgeoisie (et les forces armées bourgeoises n'y échappent pas) et qu'il faudra renforcer pour mettre en échec demain tous leurs complots contre-révolutionnaires...

C'est « tout », mais c'est suffisant, je crois, pour qu'une attention particulière soit accordée à cette question des soldats.

Un lecteur.

ENTRECHAUX (VAUCLUSE)

Le pays où est né et a lutté Arthur Chave un dernier lui rend hommage

Une importante délégation, conduite par Jacques Jurquet, accompagne notre camarade jusqu'à sa dernière demeure

LES centaines de personnes, sans doute plus de cinq cents, seront venues, samedi matin à Entrechaux, dans le Vaucluse, rendre un dernier hommage à notre camarade, Arthur Chave.

Tous ses proches, toute sa famille, tous ses camarades qui ont pu être prévenus à temps, sont là, ce samedi matin devant et à l'intérieur de la demeure d'Arthur. Des dizaines de personnes attendent également sur la place du village pour saluer sa mémoire.

C'est vers onze heures que le cortège funéraire s'ébranlera de la place du village en direction du petit cimetière communal. Devant la voiture funéraire, trois militants du Parti portent des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau, le symbole de l'union des ouvriers et des paysans pour laquelle Arthur a consacré toute sa vie militante. Derrière, d'autres militants portent des gerbes de fleurs rouges ; celles du Comité central du Parti, celles de sa cellule et celles du comité de rédaction de la *Faucille*. Une délégation du comité central du Parti de quatre membres, notamment avec Jacques Jurquet, secrétaire général, Alain Casant et Lucien Nouveau était présente, marquant ainsi l'attachement et le respect du Parti pour notre camarade, Arthur Chave.

De nombreux anciens combattants de la résistance des maquis vauclusiens étaient présents. Il faut no-

ter également la présence de militants du PCF, dont le secrétaire de section de Vaison-la-Romaine (voir en encadré des extraits de la lettre de la cellule locale du PCF).

Dans une atmosphère de grande émotion, sous un soleil de printemps, et la voix portée par un léger mistral, notre secrétaire général, fit une brève intervention au nom du Parti et du comité central, devant la dépouille d'Arthur avant la mise en terre.

Arthur était un homme de masse, et pour tous ses proches, toute sa famille, tous ses camarades, sa mémoire sera gravée éternellement dans leurs cœurs.



(Photo HR)

Hommage funèbre du Comité Central du PCML à Arthur Chave

Arthur Chave, notre camarade, tu n'es plus.

Et je ne sais comment surmonter l'émotion pour t'adresser, de la part de tous les camarades communistes et au nom du Comité central de ton Parti, de notre parti communiste marxiste-léniniste, l'ultime message de fraternité, l'ultime salut rempli d'affection et de chaleur humaine qui te sont dûs.

Mais devant ta dépouille, n'employons pas de grandes formules. Tu parlais simple, parce que tu étais simple et modeste. Laissons donc simplement parler notre cœur, suivant en cela l'exemple que tu as donné pendant toute ta vie.

Issu d'une famille de paysans pauvres, tu es toujours resté fidèle à tes origines. A seize ans, pendant le Front populaire, tu avais adhéré aux Jeunesses socialistes, ce qui constituait à l'époque dans les campagnes une prise de position avancée et courageuse.

Puis ont soufflé plus fort et plus tragiquement que le plus violent mistral de Provence la guerre, l'occupation et le fascisme. Alors, après

avoir refusé de te soumettre au Service du travail obligatoire ordonné par les nazis, tu as rejoint la Résistance. Bien que tu aies horreur de la guerre, tu as participé à la guerre parce qu'il fallait rejeter le fascisme et l'occupant étranger. Tu as rejoint en même temps les FTP et le Parti communiste français qui s'étaient portés à la tête du combat populaire patriotique. Tu es devenu l'un de ces soldats sans uniforme qui ont tant contribué à la Libération de notre pays, tu as consenti en tant que tel de grands sacrifices et tu as été blessé au combat.

Ensuite, comme tous les fondateurs de notre propre Parti, tu as donné toutes tes forces physiques et intellectuelles aux luttes de notre peuple qu'impulsait alors le Parti communiste français, et, comme nous tous, tu l'as fait avec un total désintéressement, une sincérité absolue, un dévouement inlassable.

Jusqu'au moment où tu as commencé à ressentir le déchirement de désaccords à propos de la guerre d'Algérie, à propos des méthodes de direction non démocratiques, à propos des formes de lutte, et enfin, à propos des exclusives lancées contre le Parti communiste chinois et la Chine populaire. Tu es resté alors fidèle à toi-même et à l'idéal révolutionnaire de ta jeunesse. Et de ce fait, tu as été écarté du Parti communiste français, dont tu refusais les nouvelles orientations. Tu as rejoint les rangs des militants inflexiblement attachés au marxisme et au léninisme.

Depuis lors, tu as participé à toutes les initiatives qui ont abouti en décembre 1967 à la fondation du nouveau Parti communiste, notre Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Mais ton activité militante s'ajoutait à ta dure vie de travailleur de la terre et l'absence de repos et le surmenage ont contribué à l'usure prématurée de ta

santé. Tu savais que tu pouvais nous quitter, quitter ta famille, mais tu ne baissais pas les bras.

Tes qualités de militant communiste étaient indissociables de tes qualités humaines. Arthur, tu étais modeste. Souvent, tu te sous-estimais toi-même et déclarais en riant : « Je suis un âne ! ». Mais, camarade, comme nous voudrions compter dans nos rangs des milliers et des milliers d'hommes comme toi !

Arthur, tu étais désintéressé, bon et généreux. Combien de camarades et d'amis ont reçu chez toi et dans ta famille une hospitalité sans réserve qui manifestait les meilleures traditions de notre peuple.

Arthur, ton parler ne cessait jamais de prouver ton bon sens et ta sagesse, indissociables de ton amour de la terre, de la nature, des êtres humains, de la vie, et pourquoi ne pas le dire, des simples bêtes comme les chiens.

Arthur, tu étais unitaire. Tu militais avec ardeur et patience pour l'unité des petits paysans et des ouvriers agricoles, pour l'unité des travailleurs des campagnes et des ouvriers des villes, y compris bien sûr les ouvriers immigrés, nos frères, pour l'unité de tous les communistes aspirant sincèrement à une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Vis-à-vis des militants de ton ancien Parti, malgré les méthodes dont tu avais eu à souffrir dans les années soixante, et que nous condamnons, tu restais fraternel dans un juste désir d'unité à la base de tous les travailleurs. Ces derniers temps, n'avais-tu pas ressenti une vive affliction à l'occasion du décès d'un jeune militant du PCF de Vaison, fauché par la maladie en pleine jeunesse ?

Arthur, jamais tu ne te déchargeais de tes responsabilités sur d'autres camarades, au contraire, tu avais tendance à assumer les erreurs des autres, en vue de contribuer à les corriger.

Arthur, tu étais un militant optimiste, ayant une confiance inébranlable dans l'avenir. Tu ne te laissais jamais abattre. Même isolé, tu n'abandonnais pas la lutte.

Pendant combien d'années, les habitants de Vaison et de la région t'ont-ils vu diffuser, seul, sur le marché, opiniâtrement, la presse de notre Parti *l'Humanité nouvelle* naguère, *l'Humanité rouge* aujourd'hui.

Voilà quelques raisons, incomplètes d'ailleurs, pour lesquelles, Arthur Chave, tu resteras vivant dans le cœur de toutes celles et de tous ceux qui t'ont connu. Voilà pourquoi ta vie restera un exemple impérissable pour tous nos camarades, pour toutes les générations nouvelles de communistes, de révolutionnaires.

Nous savons qu'à 15 000 kilomètres d'ici, quand ils apprendront ton départ, les camarades de la grande Chine socialiste qui t'avaient reçu fin 1977, partageront très sincèrement et très profondément notre chagrin.

Ta vie, qui a été en partie racontée dans un livre de notre amie, Suzanne Bernard, ta vie restera l'exemple de vie d'un paysan révolutionnaire, d'un militant communiste.

Au nom du comité central du Parti communiste marxiste-léniniste et de tous ses adhérents, ouvriers, paysans et intellectuels français et immigrés, je présente à tous les membres de ta famille l'expression de condoléances profondément émues et fraternelles.

Mais dans nos cœurs, tu restes indéfectiblement présent. Dans toutes nos luttes et nos actions, tu demeureras l'un des exemples les plus éminents, les plus exaltants.

Ton parti, camarade Arthur Chave, le Parti communiste marxiste-léniniste s'incline devant toi et salue ta mémoire avec le plus profond respect.

Camarade Arthur, nous te serrons sur nos cœurs de communistes.

Lettre de la cellule du PCF de Vaison-la-Romaine (Extraits)

La classe ouvrière à nouveau en deuil. Nous venons d'apprendre la mort d'Arthur Chave, survenue après celle de notre camarade Max Armand, nous ne pouvons rester insensibles devant ces deux disparitions (...)

Dimanche dernier, Arthur était avec grand peine dans le cortège qui accompagnait Max à sa dernière demeure. Nous accompagnons Arthur à la sienne (...)

Que la mort qui les a réunis puisse servir à nous unir, nous ses camarades pour que leur lutte n'ait pas été stérile (...)

Le message de la cellule du PCF de Vaison-la-Romaine est paru dans le journal *La Marseillaise*, journal local du PCF.

« Les marxistes-léninistes, cruellement touchés par la disparition de notre camarade Arthur Chave, apprécient cette marque de solidarité. Toute sa vie, Arthur Chave a lutté pour que tous les travailleurs opprimés, tous ceux qui aspirent sincèrement à la révolution et au socialisme, s'unissent sur la base des principes marxistes. Nous ferons tout pour que sa lutte et celle de Max Armand ne soit pas stérile. »



Paris le 23 mars : Les affrontements place de l'Opéra (Photo HR)

Les violences à la manifestation du 23 mars

A LA manifestation du 23, les autonomes se sont attaqués violemment aux CRS, ... et aux vitrines. Si les casses des vitrines sont très mal vues des camarades de ma boîte, ils n'en restent pas moins solidaires de l'action du combat contre les CRS.

Certes, les camarades postiers pensent que c'est une action isolée que les masses ne suivent pas.

Mais les CRS, c'est l'Etat et ils pensent qu'il faut s'attaquer à cette répression et c'est juste, mais ils ne voient pas comment s'en donner les moyens.

Pour ceci, j'ai expliqué notre position, qu'une fois la classe ouvrière organisée avec un parti représentatif des travailleurs, nous devons prendre les armes pour foutre en l'air ce capitalisme qui nous fait trimer de plus en plus tous les jours.

Dans la manifestation, j'ai également entendu des vieux à l'entrée d'une bouche de métro :

« Si nous avions des armes, si nous étions plus nombreux, ces bêtes de CRS n'oseraient pas nous cogner dessus, ou alors, ils prendraient une sacrée râlée. »

Et combien de gens disent ceci ? Des milliers. Mais nombreux sont trompés par les partis de gauche, qui appellent à ne pas céder à la provocation.

Mais qui a provoqué le 23 ? Ce sont les CRS par leur présence. Nombre de personnes en avaient gros sur le cœur de voir s'affronter autonomes/CRS et parmi les « autonomes » il y avait certainement des travailleurs, les deux sidérurgistes en sont la preuve, tous les mécontents, les progressistes et certains organisés ont participé.

Moi-même, j'ai lancé une bouteille contre les CRS, en sachant combien il était « inutile » de le faire, que cela ne servait pas à grand-chose, mais dans le vif de ces actions, peut-on laisser matraquer un jeune par trois ou quatre CRS ? Dans l'ac-

tion, je pense que l'on ne peut pas rester sans bouger, bien sûr quand cette violence sera la riposte de la classe ouvrière à l'Etat policier cela aura plus de sens. Mais la répression vient de l'Etat et non des autonomes et « éléments incontrôlés » comme dit le PCF.

Un postier

Ce lecteur fait part d'un sentiment très général : les travailleurs n'aiment pas la casse gratuite qui ressemble à du vandalisme. Faut-il rappeler qu'à Denain, par exemple, quand les sidérurgistes se sont violemment affrontés aux flics, les seules vitres brisées le furent par les grenades lacrymogènes des CRS ?

Le bris de vitrine ou des actions analogues érigées en principe et en ligne politique ne peut donc que se heurter à la réprobation. Mais la seule alternative à une telle violence inefficace et dont le pouvoir s'empare au contraire quand il ne l'encourage pas pour s'efforcer ensuite de discréditer les manifestants est-elle le pacifisme, la soumission à la violence policière ?

Comme le raconte très bien notre lecteur, la répression, la provocation, la responsabilité des affrontements viennent des CRS et du pouvoir.

Lorsque les CRS ont provoqué pendant des heures la manifestation en lui faisant la haie, puis quand ils l'ont chargée violemment, ce sont des centaines et des milliers de sidérurgistes et de travailleurs jeunes et moins jeunes qui n'ont pas compris pourquoi une manifestation de plus de 100 000 personnes n'allait pas chercher à tenir la rue face aux flics.

Un certain nombre ont participé à des affrontements, de façon dispersée, dans le désordre, mais comment aurait-il pu en être autrement ? La responsabilité en incombe aux dirigeants confédéraux et aux dirigeants du PCF qui influencent le plus largement la classe ouvrière.

Quand on mise tout sur le bulletin de vote, comment préparer idéologiquement et matériellement le prolétariat à affronter le pouvoir d'Etat bourgeois. Car c'est bien cette question que notre lecteur rappelle et qui a été posée ce jour-là.

L'alternative face à la violence dont le pouvoir et le patronat font largement usage, c'est en guise de riposte la violence organisée, ferme et de masse, de la classe ouvrière. Indissociable de la stratégie visant à la prise du pouvoir politique par le prolétariat, elle doit s'apprendre, s'expérimenter et se consolider dès aujourd'hui lors de la mise en place de piquets de grève comme pour imposer le droit de manifestation.

C'est, pour sa part, une telle éducation, une telle pratique, une telle mobilisation que notre parti s'attache à développer.

R.B.

Du 11 avril au 1er mai à Paris

Festival du cinéma du tiers monde

DU 11 avril au 1er mai, va se tenir le premier festival du tiers monde à Paris. Trois cents films venant de 40 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine y seront présentés. La plupart de ces films sont une première exclusive en Europe. Ils sont composés de films de fiction destinés au grand public. Ce ne seront pas du tout des films documentaires ethnographiques. Ils nous permettront de suivre l'évolution du cinéma du tiers monde depuis ces dernières années tout au long de la lutte pour un nouvel ordre économique mondial.

Il a fallu deux ans de recherches et de démarches aux organisations pour

A propos de la réédition de « La Rose blanche »

POUR le printemps qui s'annonce, les Editions de Minuit rééditent « La Rose blanche ». La Rose blanche est la signature qu'avaient choisie un groupe de jeunes étudiants allemands antifascistes pour appeler — en plein hiver 1943 — quand les troupes allemandes connaissaient une défaite ignominieuse devant Stalingrad, la jeunesse allemande de Munich à la résistance et à la lutte contre Hitler.

C'était une période où la délation était monnaie courante, le fils dénonçait le père, la répression était atroce ; une majorité d'allemands, trompés par le national-socialisme, suivait encore Hitler.

Ils étaient cinq jeunes : Hans Scholl et sa sœur Sophie, Christoph Probst, Willi Graf, Alexander Schmorell, avec eux : un professeur de philosophie Kurt Huber. Ils n'étaient pas communistes, mais catholiques, profondément croyant.

Seuls, avec leur conscience d'hommes, refusant d'être complices des crimes fascistes, ils décidèrent — pour qu'enfin la raison triomphe — de dénoncer les crimes nazis.

Notre devoir a dit le professeur Huber sera de crier la vérité aussi clairement que possible et aussi tant que possible. Nous devons essayer d'utiliser cette volonté de résistance qui couve dans des millions de cœurs allemands et de la

dresser, fière et violente contre tout asservissement.

Et si nous ne réussissons pas demandez l'un ?

Il faut tout de même essayer dit Christoph Probst, notre conduite prouvera que la liberté des hommes subsiste. Il s'agit de sauvegarder les valeurs humaines pour qu'un jour elles puissent triompher, nous devons clairement dire non à cette puissance qui, non contente d'éliminer tous ses adversaires, s'en prend à ce que l'homme a de plus profond, de plus sacré. Tel est notre but, personne ne peut nous décharger de cette responsabilité... Il nous est impossible d'assister sans rien dire à cette lente agonie.

Rien à voir avec l'abjecte déclaration qu'a faite ces jours-ci le nazi Maurer à Cochin, ni, avec les justifications scandaleuses que trouve cet autre universitaire Merle d'Aubigné — parlant de « folie de jeunesse, de courageux égarement », etc. De qui se moquent-ils ?

Sous la signature de la Rose blanche, Hans et son groupe ont distribué, fin 1942-début 1943 quatre tracts plus deux sous le sigle Mouvement de résistance.

Mais ce n'est pas tout : en février 1943 — un soir en plein Munich — Hans, Willi et Alexander inscrivent à la peinture 70 fois « A bas Hitler » dans la principale avenue menant à l'université ou, sur le portail, ils avaient inscrit : « Liberté ».

Quelques jours plus tard, le 18 février, Hans, Sophie et Christoph étaient arrêtés, jugés et condamnés à mort, les nazis les assassinèrent le 22 février, un an avant Manouchian et ses camarades. Le professeur Huber et Alexander Schmorell seront assassinés dans les mêmes conditions le 13 juillet 1943, Willi Graf le 12 octobre de la même année.

Quelques minutes avant leur exécution, le père d'Hans et Sophie leur dira : « Vous entrez dans l'histoire, il y a encore une justice ».

Une injustice à leur égard vient d'être réparée, le silence entretenu autour de leur action héroïque rompu. Ce n'est pas un livre, c'est un chant de gloire des hommes et de la jeunesse.

Aux Editions de Minuit, en vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - 75020 Paris Métro Pyrénées.

PARIS-VINCENNES

Colloque « Montage diapositives »

Communiqué

LES 2, 3 et 4 juin 1979 se tiendra à l'université Paris VIII (Vincennes) le premier colloque national de bilan sur la réalisation et la diffusion des montages-diapositives d'intervention sociale, politique et culturelle.

Ces journées permettront aux groupes ou individus qui réalisent ou diffusent effectivement ce type de moyen audiovisuel, de se connaître et d'échanger leurs expériences. Il s'agit d'abord de confronter ces expériences entre elles, mais aussi de les confronter avec celles des autres utilisateurs de moyens audiovisuels (16 mm, super 8, vidéo...) qui rencontrent les mêmes problèmes de réalisation et de diffusion.

Ce colloque est à l'initiative du centre de recherches de l'université Paris VIII et de plusieurs groupes appartenant au MAI (Mouvement audiovisuel d'intervention) et réalisant des montages-diapositives : Images du peuple (Paris), ARFAV (Normandie) et Heure exquise (Lille).

Pour permettre les échanges et les confrontations, le programme principal sera constitué d'un choix le plus varié possible des réalisations proposées par les participants.

Enfin, signalons que le dernier jour du colloque sera proposé un forum rassemblant l'ensemble des participants à ces journées et animé par le MAI, sur la spécificité du montage-diapositives par rapport aux autres médias et en tant qu'instrument d'intervention dans les domaines social, politique et culturel.

Pour permettre le choix des réalisations figurant au programme principal, les réalisateurs voulant présenter des montages-diapositives doivent écrire à Christian Mayaud, avant le 15 mai et fournir les renseignements suivants : synopsis du montage, sa durée, le matériel de diffusion nécessaire, votre expérience de réalisation...

Pour toute correspondance et pour participer au colloque, écrire à l'adresse ci-dessous : Christian Mayaud - 11, rue de l'abbé Guilleminault, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél : 872-89-38.



A Job-Bastos en Corse plus de 1 000 CRS ont été envoyés contre les travailleurs (150) qui ont menée une lutte de 32 jours pour l'emploi et les salaires.

PARIS Un journal local «Le canard du 13e» organise une réunion sur les luttes dans le 13e

Paris 13e correspondant

Le mardi 3 avril, au soir, le *Canard du 13e* (journal local tirant à 2 500 exemplaires) organisait dans le quartier une réunion sur le thème : le chômage sur le 13e. Devant environ 45 personnes, l'équipe du journal a dressé un bilan des luttes dans les entreprises du quartier : les grandes (centre de tri Austerlitz, hôpital Pitié-Salpêtrière, entreprises de téléphonie : SAT, AOIP) et les petites, souvent sous-traitantes de ces dernières (Socermat, Pissis...). La majorité des personnes présentes étaient des habitants du quartier, mais ne connaissaient pas toujours les problèmes de ces entreprises, aussi furent-elles très intéressées par ces informations ainsi que par l'intervention d'un ouvrier de la SAT qui a expliqué pourquoi, profitant du développement technologique, le patronat de la téléphonie en particulier, veut augmenter ses profits en restructurant et en licenciant. Malheureusement, l'absence d'employés actuellement en lutte et de chômeurs n'a pas permis à la réunion de dépasser le stade du bilan. Pour clôturer cette réunion, le *Canard* a invité tous les participants à lui envoyer des informations sur ce problème pour compléter le dossier paru ce moi-ci dans leur journal.

Manifestation pour la défense de l'emploi dans la Vienne

Correspondant Châtelleraut

A POITIERS, le 5 avril, parmi les quelque 5 ou 7 000 manifestants, les travailleurs de la Satco ne passaient pas inaperçus : unis et déterminés, ils scandaient notamment : « Non au chômage, du travail pour tous ! », « Satco vivra ! ». Leur entreprise, située à Châtelleraut, installe des lignes téléphoniques, elle emploie 206 personnes et vient de déposer son bilan.

Déterminés également, les tra-

vailleurs d'AEF (Associated Engineering France) et leur section CGT étaient là : ils mènent actuellement une lutte pour la réintégration d'un ancien délégué abusivement licencié après son service militaire. Il y avait aussi les travailleurs de l'ATIP (Ateliers industriels du Poitou), au coude à coude, eux aussi venus défendre leur emploi (dépôt de bilan, 79 personnes menacées de licenciement). On pouvait voir également quelques travailleurs de chez Lelot (distribution d'outillages, 234 personnes sur le Poitou-Charentes, 87 licenciements en cours).

JOB - BASTOS (CORSE) 32 jours de grève pour avoir du concret

De notre correspondant Corse

PENDANT 32 jours les travailleurs de Job Bastos (entreprise qui emploie le plus de travailleurs en Corse soit 150) ont mené une grève pour l'emploi et les salaires. Le 1er juillet 1978 le Seita (Société industrielle des tabacs et allumettes) prit une participation de 51% dans la manufacture Job Bastos de Bastia. Très vite les travailleurs se rendent compte que cette transformation de Job s'accompagne d'une convention salariale, proposée par la direction qui est régressive et ne tient pas compte des

acquis antérieurs (perte du pouvoir d'achat de 3 600 F par travailleur et par an).

A propos des salaires, la direction générale de Job veut bien examiner la question de leur alignement sur ceux de Seita mais en parle seulement... Les travailleurs, eux, veulent du concret, un engagement écrit : les patrons s'y refusent toujours, c'est dire la valeur de leurs promesses ! Selon le syndicat CGT, l'Etat et Giscard ont prévu de longue date la concentration dans quatre ou cinq usines de la fabrication des cigarettes (actuellement, il y en a 29). La restructuration capitaliste s'opère avec dureté. Job Bastos figure au nombre des boîtes qui doivent fermer.

MALGRÉ LA RÉPRESSION. LE CONFLIT SE PROLONGE

Répression contre le droit de grève : la direction intente un procès au délégué syndical en déclarant illicite la grève tournante.

Répression policière : 1 000 gardes mobiles interviennent et frappent des travailleurs aux portes de l'usine en prenant prétexte « d'un tract ayant ralenti et même bloqué la circulation ». Unis, au coude à coude les travailleurs résisteront à la répression en organisant le lendemain de l'agression policière une journée de solidarité qui regroupera plusieurs centaines de travailleurs et travailleuses d'autres boîtes venus apporter leur soutien.

Le conflit est provisoirement suspendu, en attendant une réunion entre les travailleurs et la direction, début avril sur la convention salariale et l'avenir commercial et industriel de Job.



Manifestation pour la défense de l'emploi à Châtelleraut (Vienne) Photo HR



Les initiatives des étudiants en médecine, contre le projet Veil des études en médecine se multiplient. Ici, les étudiants de Lariboisière à Paris prenaient gratuitement la tension aux passants sur le parvis de Notre-Dame.

A NOS LECTEURS ET CAMARADES

- Un bandeau « Lisez l'Humanité rouge » est disponible. Passez vos commandes à l'administration.
- Le prochain bimensuel (No 53) paraîtra le 25 avril et non pas le 18 avril.
- Le quotidien ne paraîtra pas le 17 avril.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles réglemens qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs réglemens le plus rapidement possible.

UNE BROCHURE SIDÉRURGIE Communiqué de l'administration

Une brochure sur la sidérurgie (24 pages) doit bientôt sortir. Afin d'ajuster le plus possible le nombre d'exemplaires tirés, nous demandons aux camarades de passer leur commande le plus tôt possible. Dernier délai jeudi 12 avril.

Le n° 19 de Prolétariat est paru Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Cellules et sections : ajoutez vos commandes... et payez vos dettes.
Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

En marge de la visite de Marchais à la Réunion

La médecine du colonialisme

TEMOIGNAGE

ALORS que Marchais vient de faire une tournée électorale dans l'île de la Réunion, une des dernières reliques du vieux système colonialiste français, nous publions ici un témoignage que nous a envoyé un médecin qui a séjourné plusieurs mois dans l'île comme remplaçant. Ce témoignage concret met en cause, au-delà de médecins qui n'honorent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, leur profession, un système. Une médecine qui fait aussi bon marché de la santé et de la vie d'un peuple en dit long sur la réalité du système colonialiste qui sévit aujourd'hui dans les soi-disant DOM-TOM français.

A Marchais qui désigne comme ennemi de la Réunion la construction du Marché commun (voir l'Humanité du 6 avril), ce qui ne l'empêche pas de présenter le député réunionnais, Vergès, aux élections européennes (électoratisme oblige), ce témoignage sur la médecine à la Réunion, répond : « Non, l'ennemi du peuple réunionnais, ce n'est pas le Marché commun, c'est le colonialisme » et à Barre qui disait récemment : « La Réunion, c'est la France », il répond : « Non, la Réunion, ce n'est pas la France ».

Avec nos camarades de l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, nous disons « Indépendance pour la Réunion, indépendance pour les colonies ».

« feuilles » dans le minimum de temps. Je dis bien « feuilles » car, dans les conversations entre médecins, la « feuille » désigne le malade ! On ne dit pas : « J'ai eu 80 malades ce matin », on dit : « J'ai fait 80 feuilles » ! La consultation est ainsi bâclée dans des temps records. On ne fait pas ou peu de visites et on n'attend pas les retardataires. Certains médecins, ayant des ambulanciers pour complices, font amener à leur cabinet les malades trop gravement atteints pour marcher ou les femmes sur le point d'accoucher !

LES ACCOUCHEMENTS ET LA MORTALITÉ INFANTILE

A propos des accouchements, il y a beaucoup à dire. Signalons que presque tous les médecins font des accouchements alors qu'ils n'ont reçu à ce niveau qu'une formation rudimentaire.

De plus, les accouchements se font souvent « à la case », c'est-à-dire dans des conditions précaires : pas de lumière, pas d'eau, pas de matériel de réanimation, pas de sang, pas d'aseptie... La « casse » est sévère surtout au niveau des nouveaux-nés. Mais quelle importance puisqu'il est bien connu que les Réunionnaises ont l'habitude de voir mourir leurs enfants en bas âge ? A la question : « Combien avez-vous eu d'enfants ? », les femmes répondent : « J'en ai eu 14 mais 6 de « bons » seulement ». Il n'est pas rare que des femmes accouchent hors de la présence du médecin, soit que l'on n'ait pas pu le prévenir, soit que l'on ait préféré accoucher par les soins d'une matrone. Même alors, le docteur qui signe simplement le carnet de santé pour que les parents obtiennent les allocations, touche le prix de l'acte comme si c'était lui qui l'avait pratiqué !

En plus des conditions lamen-

tables dans lesquelles les médecins pratiquent leur métier (et qui sont délibérément choisies par eux et par les responsables de la santé dans ce « département »), il y a un nombre non négligeable d'incompétences notoires. Certains médecins ne savent rien ou font comme s'ils avaient tout oublié. On a pu voir à l'œuvre un médecin-chef à la maternité de Saint-Pierre qui ignorait les premiers rudiments de l'obstétrique. Ses internes ont dû le suppléer dans un grand nombre de cas et ce n'est qu'après la mort d'une vingtaine de femmes que les autorités se sont émues et l'ont remercié car cela commençait vraiment trop à se savoir dans l'île.

DES PRATIQUES MÉDICALES SCANDALEUSES

A côté de l'incompétence ou du mépris pour le malade,

il y a des médecins de la Réunion dont la malhonnêteté est à peine croyable. L'un d'entre eux offrait une boîte de sardines à toute personne bien portante qui lui amenait une feuille ! C'est-à-dire que lui gagnait le prix d'une consultation et le « client » recevait de quoi manger.

Un autre avait organisé un système de ramassage par camionnette qui lui racolait des clients jusque dans les salles d'attente de ses confrères.

Un troisième faisait des piqûres d'eau distillée à ses patientes en leur faisant croire qu'il s'agissait d'un produit anticonceptionnel de son invention qui les rendait stériles pour cinq ans. Il eut ainsi beaucoup de monde pendant quelques mois avant de s'enfuir impunément s'installer en France, laissant bien entendu ces pauvres femmes avec une nouvelle grossesse en cours.

La palme, je pense, revient à ce chirurgien qui faisait de fausses opérations avec la complicité du directeur de la clinique, des médecins et de l'anesthésiste, des infirmières et même d'un médecin contrôleur de la Sécurité sociale. On endormait le malade, on incisait la peau du ventre et on recousait aussitôt. Ainsi « l'opération » durait entre 5 et 10 minutes et on pouvait en faire plusieurs dizaines dans la journée avec un profit maximum ! Les responsables n'ont été démasqués et légèrement punis que parce que, bêtement, ils se sont rangés dans le camp opposé à Debré lors des législatives. Hélas pour eux, c'est lui qui fut élu et il leur fit payer leur opposition mais, en réalité, pas leur malhonnêteté.

CEUX QUI FONT LEUR MÉTIER AVEC CONSCIENCE

Tous les médecins ne sont pas malhonnêtes ou incompétents. Cependant, on est frappé pour le plus grand nombre d'entre eux par le mépris insupportable qu'ils professent pour les gens qu'ils soignent. Le malade est un pourvoyeur de feuilles. On rit de son ignorance, de son langage « petit nègre », de la santé et de la misère dans laquelle il vit. On est soi-même de la race des êtres supérieurs : intelligents, cultivés, propres et riches.

En deuxième lieu, si l'on se demande pourquoi ces médecins sont allés s'installer si loin de chez eux, on est forcément amené à répondre que trop souvent ils ont été poussés par l'esprit de lucre.

Même si certains pouvaient bénéficier du doute au moment de leur installation, l'ambiance qui règne à la Réunion dans le milieu médical aura tôt fait de les corrompre sinon ils n'y resteraient pas. En effet, même s'ils ne participaient pas très activement à la chasse à la feuille, au moins ferment-ils les yeux et se contentent-ils de rire et de plaisanter à propos des situations dégueulasses qu'ils rencontrent inévitablement. Ils ne peuvent pas ne pas voir ce qui se passe, ils en profitent et rentrent en France après dix, vingt ou trente ans de Réunion, fortune faite. Bien peu s'en vont dégoûtés, aucun ne dénonce.

Je tiens toutefois à exclure de cette description quelques praticiens, trop rares, qui exercent leur métier avec la même conscience qu'ils le feraient n'importe où ailleurs et que l'on est en droit d'attendre de tout médecin. Je pense tout particulièrement au premier médecin que j'ai remplacé dont la manière d'agir démontre, s'il en était besoin, que même à la Réunion, dans le cadre de structures ignobles, il est possible de vivre proprement et en respectant ses semblables.

Un des commerces les plus florissants de l'île est celui de la médecine. Ce sont les pauvres qui font l'essentiel de la clientèle, d'une part en raison de leur nombre bien sûr, et surtout, je crois, en fonction d'un état d'esprit soigneusement entretenu.

En effet, les conditions matérielles des pauvres à la Réunion sont difficiles certes mais ne sont pas aussi effroyables que celles que l'on peut connaître dans d'autres régions tropicales ou équatoriales du globe : ici, le climat est relativement sain.

Les parasitoses et maladies tropicales sont inconnues. Toutefois, étant donné le faible niveau de vie, les logements insalubres, la malnutrition chronique, la méconnaissance des règles élémentaires de l'hygiène, les superstitions, l'absence d'adduction d'eau et de tout-à-l'égoût, cette population représente un terrain favorable à la maladie, aux infections en particulier. La mortalité et la morbidité néo-natales et infantiles sont épouvantablement élevées.

Par ailleurs, ces classes pauvres ou très pauvres ont été installées et maintenues dans une situation de dépendance qui en fait des assistés permanents. Cette mentalité de mendiants est le fait d'un système d'aide, et d'un système médical en particulier, propres à cette terre que l'on nous dit française mais qui vit sous un régime très différent de celui que nous connaissons en métropole.

POUR ALLER CHEZ LE MÉDECIN

Les Réunionnais dans leur immense majorité n'ayant pas de salaire ou de revenus sont, bien entendu, incapables de cotiser dans le cadre classique des assurances sociales. Le système du « tiers payant » est la règle. Le médecin n'est jamais payé par son malade qui ne verse au dit médecin que 2 à 10 % du prix réel de l'acte. Et pourtant, ces quelques centimes représentent souvent une somme non négligeable pour certaines familles. Lorsque quelqu'un désire consulter pour lui-même ou l'un de ses proches, il doit d'abord aller à la mairie (très tôt le matin car il y a beaucoup de monde), retirer une feuille de soins qui comporte trois volets : un pour le médecin, un pour le pharmacien, un pour le laboratoire ou le radiologue. Chacun de ces praticiens envoie tous les mois ces feuilles à la Sécurité sociale et sera payé environ trois mois plus tard.

Un même malade a droit à un nombre limité de feuilles dans un même mois (deux en général) sans justificatifs. Il peut en obtenir plus par dérogation spéciale et sur certificat médical, s'exposant alors à un contrôle effectué par l'organisme payeur.

Après l'attente à la mairie commence l'attente chez le docteur, à moins que celui-ci ne fasse partie de cette catégorie de praticiens que je n'ai vu pour ma part sévir qu'à la Réunion, à savoir qu'ils reçoivent plusieurs malades à la fois en faisant l'appel dans la salle d'attente : « Ceux qui ont mal à la tête », puis, « ceux qui ont le mauvais ventre », « ceux qui ont mal aux jambes », « ceux qui... », etc. Cette méthode expéditive permet de gagner beaucoup de temps en n'examinant pas les malades et en faisant pour chaque groupe une prescription stéréotypée.

UNE MÉDECINE A LA CHAÎNE

Chez les médecins d'un genre plus classique, l'examen n'est pas pour autant beaucoup plus fouillé. Il s'agit de faire vite car on essaie de totaliser le plus grand nombre possible de



Les soldats français face à une manifestation pour l'indépendance de la Réunion organisée par L'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (OCMLR) (photo tirée de L'Indépendance ek liberté, journal mensuel de l'OCMLR)